

## DÉLIBÉRATION VM 2025 14 –

### Avis sur le budget primitif 2026 - Budget annexe

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation

#### EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget primitif 2026 du budget annexe a pour objectif de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib', gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

Il est porté à votre avis le budget primitif de la manière suivante.

#### Dépenses de fonctionnement (68 380 100 €)

#### Dépenses réelles de fonctionnement (68 372 880 €) :

Le marché Velib' est d'une durée de 15 ans. Le montant à verser chaque année est indexé. Pour rappel, le taux d'indexation du marché ne sera définitivement connu que fin février début mars 2026. Pour 2026, un taux de 25% a été appliqué (référence 2017).

#### Les dépenses réelles de fonctionnement sont composées somme suit :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations et le paiement annuel de la prestation au BPU, soit 352 stations hors Paris commandées pour un montant de 49 211 220,00 € soit 71,97 % des dépenses réelles,
- Autres charges à verser au titulaire du marché, soit 24,85 % des dépenses réelles :

Intéressement aux recettes	6 168 000,00 €
Compensation de surutilisation des vélos	5 480 000,00 €
Installation nouvelles stations	600 000,00 €
Indemnisation vols et vandalisme	2 100 000,00 €
Surcoût exploitation VAE	1 150 000,00 €
Exploitation stations au-delà de 1402	420 000,00 €
Autres prestations dont déposes/reposes, neutralisations	1 031 500,00 €

- Les charges du personnel affecté pour 321 500 € à la compétence et le remboursement du personnel mutualisé pour 1 282 500 €, soit 2,35 % des dépenses réelles,

- Les charges mutualisées avec le budget principal pour 400 000 €, soit 0,59 % des dépenses réelles,
- Les autres charges dont des prestations de service, études et honoraires pour 208 160 €, soit 0,30 % des dépenses réelles. Ce poste comprend les honoraires, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'.

### **Dépenses d'ordre de fonctionnement : 7 220 €**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par la Régie pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux) pour 2 220 € et un virement à la section d'investissement de 5 000 €.

### **Recettes de fonctionnement (68 380 100 €)**

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

### **Recettes réelles de fonctionnement (68 380 100 €) :**

#### **Les recettes réelles de fonctionnement sont composées comme suit :**

- De recettes usagers pour 36 000 000 €, soit 52,65 % des recettes réelles.

Les recettes inscrites en 2026 prennent en compte le développement du service, la tendance constatée sur les usages 2025 et le nombre d'abonnés.

- De la contribution de la Ville de Paris à l'exploitation et fonctionnement du service pour 20 179 800 €, soit 29,51 % des recettes réelles.

Cette contribution est inscrite sur la base de 1 010 stations au montant de 18 780 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 19 980 € par station au total.

- De la contribution des Collectivités hors Paris à l'exploitation du service pour 5 273 200 €, soit 7,71 % des recettes réelles.

Cette contribution au montant de 8 790 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 9 990 € par station au total, reste inchangée. Elle est inscrite sur la base de 534 stations (+25 par rapport à 2025) réparties comme suit en fonction de la date d'installation :

- 9 990 € pour par stations déjà installées au 1<sup>er</sup> janvier 2026 et celles qui seront installées au 1<sup>er</sup> semestre, soit 524 stations (509+15) ;
- 4 995 € pour les stations qui seront installées au 3<sup>e</sup> trimestre, soit 5 stations ;
- 2 497,50 € pour les stations qui seront installées au 4<sup>e</sup> trimestre, soit 5 stations
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris dont le financement des stations soit 6 000 000 €, soit 8,77 % des recettes réelles.



- De prestations complémentaires pour 917 000 €, soit 1,34 % des recettes réelles

Des prestations complémentaires (déplacement, fermeture de station...) réalisées à la demande des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont à prévoir. Elles sont financées par les collectivités demandeuses sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre l'Agence et ses adhérents. D'autres prestations sont demandées par des tiers (neutralisations) et leur sont refacturées.

- De remboursements sur autres charges sociales et autres produits divers pour 10 000 €, soit 0,01 % des recettes réelles

Ces remboursements sont constitués par la part de la charge des tickets restaurant du personnel.

### **Dépenses d'investissement (67 220 €)**

#### **Dépenses réelles d'investissement (67 220 €) :**

Les dépenses d'investissement sont essentiellement constituées de cautions pour un montant de 60 000 €. Les autres dépenses d'un montant de 7 220 € sont relatives à l'acquisition de nouveaux mobiliers, matériels informatiques et bureautiques.

### **Recettes d'investissement (67 220 €)**

#### **Recettes réelles d'investissement (60 000 €)**

Ces recettes réelles d'investissement sont composées uniquement de cautions perçues lors des demandes de neutralisations de stations par les tiers.

#### **Recettes d'ordre (7 220 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent au virement de la section de fonctionnement et aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le budget annexe pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

### **Bilan**

La section de fonctionnement est équilibrée.  
La section d'investissement est équilibrée.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

Accusé de réception en préfecture  
075-200021624-20251209-VM-2025-14-DE  
Date de télétransmission : 10/12/2025  
Date de réception préfecture : 10/12/2025

## DÉLIBÉRATION VM 2025 14 –

### Avis sur le budget primitif 2026 - Budget annexe

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création de l'Agence ;  
Vu l'instruction budgétaire M57 ;  
Vu les statuts de l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées ;  
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations ;  
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions ;  
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions ;  
Vu la délibération 2017 23 du 10 mars 2017 portant création de la régie autonome Velib' ;  
Vu la délibération 2023 34 du 10 octobre 2023 adoptant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 la nomenclature M57 développée pour les budgets de l'Agence.  
Vu la délibération 2023 35 du 10 octobre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier de l'Agence et relative aux amortissements et immobilisations.  
Vu la délibération 2025 40 du 12 novembre 2025 relative au Débat d'Orientations Budgétaires ;

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : EMET UN AVIS FAVORABLE** sur le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2026 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 68 380 100 ,00 euros
- Recettes : 68 380 100 ,00 euros

Investissement

- Dépenses : 67 220,00 euros
- Recettes : 67 220,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

**Article 2 : DÉCIDE** que le Président est autorisé à procéder, à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

Le Président,  
  
Sylvain Raifaud

